

SOMMAIRE

L'ÉDITO

Le sens d'une victoire
Par François Pupponi,
maire de Sarcelles et
député du Val d'Oise

LE BLOC-NOTES DE
Jean-Christophe Cambadélis

INTERVENTION

de Nicole Bricq au forum de la
renovation sur «les socialistes et le
marché» - 15 déc. 2007

TRIBUNE

Les socialistes et
le budget européen
par Catherine Guy-Quint,
députée européenne

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN
sera l'invité de Jean-Michel Apathie,
à 7h 50, sur RTL,
le vendredi 21 décembre

L'ÉDITO

Le sens d'une victoire

Par François Pupponi, maire de Sarcelles et
député du Val d'Oise

Une élection partielle est toujours un exercice curieux. Par définition, elle ne bénéficie pas de la même préparation qu'une élection « régulière ». On peut considérer que le taux de participation souvent très bas en relativise la portée. C'est le moyen de confirmer une confiance déjà donnée et d'indiquer l'état d'une population par rapport au pouvoir. En l'occurrence, à mi chemin des législatives de juin 2007 qui ont confirmé la majorité l'UMP tout en renforçant l'opposition, incarnée, désormais, principalement par le parti socialiste d'une part et les élections municipales, les habitants de la huitième circonscription du Val d'Oise ont maintenu leur confiance à la gauche car ils voient ce que la droite a cassé et ils croient que c'est avec la gauche seulement qu'ils pourront tout réparer.

Unique député socialiste du Val d'Oise, j'ai dit que je voulais être le « porte parole de la banlieue ». Cette formule recouvre autant de défis que la notion même de banlieue. On a cessé d'employer parfois ce mot pour utiliser plus pudiquement, par euphémisme – c'est dans l'air du temps de parler des réalités sans les nommer par peur d'être accusé de stigmatiser ou de caricaturer – « les quartiers ». Eh bien je veux d'une politique qui applique la stratégie « pas de quartiers pour la pauvreté ». Ramener les cités dans la Cité, remettre de la politique là où il n'y a que des trafics.

Bien sûr, la campagne a été dramatiquement mise sous les projecteurs des médias avec les émeutes de Villiers-le-Bel. Si aujourd'hui les feux sont éteints, les braises sont encore fumantes car tant que l'Etat déserte et que les opportunités de « s'en sortir » demeurent virtuelles ou plus facile du côté de la délinquance.

Maintenant on va rentrer dans une nouvelle séquence électorale, celle des élections municipales. Trente ans après la vague rose de 1977 où les socialistes disaient que « pour changer la vie, il faut changer la ville ». A l'inverse de la droite, la gauche doit pas opposer « honnêtes gens qui travaillent » et « voyous qui cassent », mais pour que les premiers aient le sentiment de vivre dans un même monde où les seconds pourraient cesser d'être des voyous pour avoir plus d'entretiens d'embauche que des contrôles de police car l'emploi reste le moyen le plus efficace de retour dans une société apaisée.

Le message du 15 décembre à Sarkozy est clair, les gens en ont marre que le gouvernement tape toujours sur les banlieues. Pour eux, à l'Assemblée nationale, demain comme aux élections municipales en mars prochain, il ne s'agira pas juste de donner un avertissement au gouvernement ou de s'enfermer dans des bastions locaux pour mieux digérer notre incapacité à gagner des élections nationales. IL s'agira de faire que les élus locaux soient, non pas la petite noblesse du PS, mais les acteurs du changement et du vivre ensemble dans une République qui s'effiloche de plus en plus.

Ainsi nos victoires auront du sens...

LE BLOC-NOTES DE Jean-Christophe Cambadélis

Bon sang ! Mais c'est bien sûr... Le deal de Sarkozy avec Kadhafi était simple. Il venait à Tripoli le lendemain de la libération des infirmières Bulgares, et le leader libyen était reçu à Paris. Pour le reste la commission d'enquête parlementaire présidée par Pierre Moscovici, mettra à jour les autres aspects de ce deal Sarkozy/Kadhafi. Après les déclarations de Sarkozy dans la campagne présidentielle, fustigeant « *la diplomatie, s'arrangeant avec les droits de l'homme* », « *Je ne passerai jamais sous silence les atteintes aux droits de l'homme au nom de nos intérêts économiques (...). Que la France doive parler, ce n'est pas un droit, c'est un devoir. Le silence n'est ni plus ni moins que de la complaisance. (...) Il faut définitivement tourner la page des complaisances, des secrets et des ambiguïtés, notamment avec nos partenaires africains et arabes* » écrivait-il dans *Mon projet pour la France* en avril 2007... La visite du peu recommandable Kadhafi fit donc un peu tache.

Alors le Président et son équipe ont nié tout accord avec le dictateur libyen. C'est simple... Frappé par la courtoisie de Cécilia le vieux dictateur ému, lâcha les infirmières.

Il fallait faire vite pour le rendez-vous. Alors Nicolas Sarkozy proposa début décembre, juste avant le sommet de Lisbonne et son traité simplifié. Formidable séquence de communication censée faire oublier les semaines calamiteuses des grèves dans la fonction publique, chez les étudiants ou la révolte des magistrats et des avocats contre la carte judiciaire. Mais pataras... Kadhafi arrive le jour de la célébration des droits de l'homme. Rama Yade est candidate aux municipales. Cela va faire mauvais genre dans une ville de gauche. Elle s'émeut en haut lieu. On lui donne un bon de sortie pour amuser la galerie. Elle en fait des tonnes. On la sermonne. Elle mange son chapeau. Le maître de Tripoli en profite. Il fait la leçon à la France. Kouchner s'en offusque devant la représentation nationale. Le ministre Libyen lui rappelle qu'il était moins « bégueule » lorsqu'il était venu à Tripoli. On tente de camoufler tout ce désordre sous les milliards de commande plus ou moins sensibles. Mais les milliards fondent sous le soleil de Libye. Par ailleurs on comprend tout à coup pourquoi Sarkozy a plaidé à l'ONU pour le nucléaire civil pour les pays du Sud. On a pensé à l'Iran, il avait promis à la Libye.

Après cet épisode calamiteux et en attendant mieux du côté de la Colombie, Sarkozy « *Président manège* » nous emmène à Disneyland Paris pour nous présenter Carla Bruni. Cela ne sera peut être pas

plus stable qu'une relation avec Kadhafi mais ça fait « Bollywood » et à la veille de Noël, on ne sait jamais, cela peut détourner l'attention.

Pendant ce temps là, la Russie tend ses relations avec le monde occidental. La Chine multiplie sa pression économique sur l'Europe. La Conférence de Bali ne fait pas recette, d'ailleurs Sarko n'y va pas. Et le dollar amorce une chute vertigineuse dans une stagflation généralisée où les banquiers ne savent même plus où ils ont enterrés leurs pertes... Ah tel point que devant le refus des banques de se prêter entre elles, la BCE injecte 350 milliards d'euros. Mais chut ! Le Président s'amuse !

Rénovation et union !

Le PS va mal. Il a du vague à l'âme. Comment en serait-il autrement après une troisième défaite à la présidentielle ?

La belle victoire de notre ami François Pupponi démontre une fois de plus que les socialistes sont au corps à corps avec la crise des banlieues.

Cette victoire sans appel de l'un des nôtres ne saurait cacher un PS pas vraiment au mieux de sa forme.

Cela ne saurait faire oublier que chacun s'enferme dans ses bastions, là ils sont sûrs... car là où les sondages sont mauvais... on ne risque pas son destin.

Le PS, sous influence, oscille. Il est bien souvent le résultat de pressions extérieures à lui-même. Un jour il loue le MoDem. Le lendemain il regarde Besancenot. Il godille entre « *oui mais* » et « *mais non* ». Il peine, à part sur le pouvoir d'achat, à construire une alternative crédible.

Que faut-il pour le redresser ? Une rénovation via une nouvelle majorité. Une rénovation sans majorité c'est un couteau sans lame, une majorité sans rénovation c'est une vieille soupe réchauffée.

Pourquoi sommes-nous défavorables à la confrontation qui semble s'imposer mécaniquement entre Bertrand Delanoë et Ségolène Royal ? Tout simplement parce qu'elle nous est imposée par les médias et peut provoquer de grands dégâts ! Oui imposer... Comme les sondages hier nous ont imposés un scénario pour la présidentielle. Encore que, ici il n'est pas tout à fait certain que les acteurs le souhaitent... Et pourtant le match est déjà ins-

La lettre

installé. Seules les municipales produisent un différend et encore !

Chacun se prépare avec résignation à un « Rennes en pire ». Pire parce que le perdant ou la perdante soit prendra des distances, soit voudra revenir avec insistance. Et le tout avec deux élections à la proportionnelle en ligne de mire.

Le choc des présidentiables provoquera inévitablement déstabilisation et stérilisation. La division de la gauche et la conservatisme dans le PS, combiner à l'ouverture fictive, c'est l'arme fatale de Sarkozy. Il peut échouer si nous sommes divisés et conservateurs, il saura en profiter pour rebondir. N'oublions jamais que la décomposition est toujours le recours des bonapartes pour entretenir le lien direct avec le peuple.

Nous avons choisi un autre chemin. D'abord nous avons élaboré collectivement notre manifeste pour un renouveau, c'est notre identité. Puis nous avons tenté de le faire partager. Car le sectarisme nous est étranger, tout autant que l'anathème. Nous voulons l'union sur une ligne claire...

Pour nous le PS est devant une toute nouvelle époque. Nous sommes confrontés à une mutation. Depuis 1920, le PS s'était la gauche non communiste aujourd'hui il peut être la gauche tout court. Mais pour réussir ce changement de pied, le PS doit refonder sa pensée, trouver une nouvelle efficacité dans la justice et se reconstruire. Il doit s'ouvrir aux autres, et principalement à nos électeurs. Cela fait peur ? On ferait des comités de quartier, des comptes rendus de mandat devant une population pas toujours acquise et on n'oserait pas engager le dialogue dans une confrontation positive avec nos électeurs ?

Devant cette tâche on ne peut se retirer sous sa tente en distribuant des bons points. Il faut rassembler tous ceux qui veulent changer la

gauche pour changer la France.

Voilà pourquoi nous avons engagé le dialogue d'abord avec les dirigeants/militants/adhérents qui nous semble les plus favorables à une rénovation programmatique. Avec Alain Bergounioux, Pierre Moscovici, Jean-Marie Le Guen, nous avons tenu un séminaire avec les amis de Arnaud Montebourg et Manuel Valls. Les mêmes ont rencontré Vincent Peillon pendant que des discussions étaient ouvertes avec Martine Aubry, mais aussi Ségolène Royal et les amis de Laurent Fabius. Des contacts individuels ont été pris avec Bertrand Delanoë. Pour l'instant nous avons conclu un contrat de rénovation avec « Rénover maintenant » qui fut présenté à la presse par Sandrine Mazetier et Laurent Baumel.

Mais est ce suffisant ? Pour témoigner certainement, pour bousculer certainement pas. Il faut créer la dynamique rénovatrice. Elle doit garantir l'union et imposer une vraie rénovation.

Cela peut sembler éloigné de la préoccupation de nos concitoyens, c'est inévitable.

Mais qui n'a pas entendu sur les marchés ou dans les quartiers, quand ils les fréquentent, l'interpellation « bougez-vous », « rénovez-vous », « sortez de vos coquilles », « rompez avec votre confort intellectuel », « quittez vos boutiques », « opposez-vous à Sarkozy », « vous êtes inaudibles ». Notre base électorale pousse et tempête. Il faut être à la hauteur de l'Histoire et en phase avec l'exigence du peuple de gauche.

Les mesquineries calculantes sont subalternes. Nous voulons ouvrir la voie à un renouveau et le contrat de rénovation que nous avons signé avec Arnaud Montebourg est un démenti à tous ceux qui nous voyaient éclater. Mais c'est surtout un encouragement à faire mieux pour la rénovation et l'union.

□



EXTRAITS DE L'INTERVENTION de Nicole Bricq :: «Les Socialistes et le marché»

Nicole Bricq, sénatrice de Seine-et-Marne intervenait au 2e forum de la rénovation, consacré au marché. Il s'est tenu le 15 décembre dernier à Paris.

« Si la reconnaissance de l'économie de marché relèverait de l'évidence pour les socialistes, il n'est pas forcément nécessaire de la qualifier de « sociale », il s'agit d'un pléonasme, ni d'« écologique » c'est consubstantiel au nouveau mode de croissance que nous prôtons. En revanche, il est certainement utile de l'inscrire dans notre déclaration de principe.

Ne confondons pas économie de marché et capitalisme.

L'un ne se résout pas à l'autre. Il peut y avoir marché sans capitalisme : ce qu'il est convenu d'appeler économie sociale et/ou solidaire qui est dans le droit fil des penseurs pré-marxistes.

Le capitalisme c'est une autre affaire. Capitalisme et socialisme sont liés historiquement, le second s'est construit en opposition au premier.

Dans notre époque contemporaine, le capitalisme financier planétaire déconnecte la création de richesse de l'économie réelle et revêt des formes diverses et mutantes.

Il a ainsi gagné quelques longueurs d'avance sur la social-démocratie et l'oblige à repenser ses schémas traditionnels. Cela a été vrai dans tous les pays européens, il n'y a pas de raison qu'il y en aille différemment en France.

Il ne s'agit pas de « réformer » le capitalisme, ni de le « laïciser » mais de refonder un compromis social qui nous ouvre une nouvelle perspective historique, comme ont su le faire les forces républicaines avec le Programme de Belleville à la fin du XIXème (1869) et les forces du Conseil national de la Résistance à l'issue de la dernière guerre mondiale.

Ce sera long et difficile car il nous faut mettre les lunettes de l'avenir, pas celle du passé.

Notre inscription dans l'économie de marché mondialisée nous place devant nos responsabilités de socialistes français et européens.

Nous devons faire preuve de lucidité sur le moment où nous sommes. IL se caractérise par une accumulation patrimoniale qui privilégie la rente qui se cumule à une aliénation des individus autonomes. Cela donne des riches toujours plus riches, un pays qui décroche dans la compétition mondiale et une précarisation qui sécrète plus de pauvreté.

A ce phénomène infernal, nous devons substituer une alternative : création de valeur ajoutée et une production démocratique répondant aux besoins humains et aux grands enjeux (écologie/ vieillissement/ développement).

Cela nous interroge sur les choix économiques que nous prôtons : la restauration de notre compétitivité est prioritaire et concomitamment la réduction impérative de la précarité qui est la véritable cause de la baisse de la masse salariale (cf. travaux de l'INSEE).

C'est une obligation pour éviter la fuite dans le protectionnisme toujours porteur de dérives funestes. Accroître les solidarités évitera ces attitudes de repli qui ne nous protègent de rien.

Cela nous interroge sur la clarification de nos choix fiscaux : des arbitrages seront nécessaires entre la fiscalité du patrimoine et du capital, fiscalité des revenus du travail et fiscalité de consommation (on ne saurait exclure trop rapidement la TVA).

Cela nous interroge enfin sur notre choix européen. Pendant des années, nous nous sommes bercés de l'illusion que l'Europe pouvait être une grande France. Ne nous aveuglons pas aujourd'hui avec le mythe de l'Europe « protection ». Autrement plus fécond est le concept d'une Europe « levier », porteuses de grandes politiques qui sauront mobiliser acteurs publics et acteurs privés.

Mettons nous au travail, confrontons nos idées, tranchons les problèmes et nous serons à nouveau entendus. »



TRIBUNE :: Les socialistes et le budget européen par Catherine Guy-Quint, députée européenne

Chaque année, les socialistes européens défendent le financement de politiques communes dans le budget européen.

Le budget de l'Union européenne, à la différence de celui des Etats membres, ne repose pas sur un système de prélèvements obligatoires, mais sur un système qui combine des prélèvements sur les RNB (ressources nationales brutes) des Etats membres, sur les droits agricoles, les droits de douane et des ressources fondées sur la TVA. L'originalité de ce système explique pour partie le problème fondamental de l'Union européenne : ce n'est pas un Etat, et plus une simple organisation internationale. Chaque Etat membre s'autorise donc un droit de regard sur la façon dont est dépensé le budget de l'Union, voire, pour certains, une exigence du retour sur investissement (i.e. : le « chèque » britannique). L'UE ne dispose pas de véritables ressources propres. Elle ne peut pas lever d'impôts et n'a pas le droit de recourir à l'emprunt.

Le problème qui découle de cette situation est qu'elle incite presque mécaniquement à un nivellement par le bas du niveau de financement du budget européen. Notre travail, néanmoins, consiste à jouer avec cette contrainte pour permettre l'existence de politiques publiques ambitieuses.

Il ne faut pas en effet laisser s'installer cette logique du « plus petit commun dénominateur » budgétaire. C'est une conception absurde, car l'Europe ne peut pas fonctionner selon la logique thatchérienne qui veut que chacun donne ou prend dans la communauté en fonction des circonstances nationales. L'Europe, c'est un projet commun, pas une bourse d'échanges.

C'est une conception dangereuse, également, car en plafonnant le budget à un niveau très bas, on ampute dramatiquement les possibilités de construire une véritable Europe sociale, qui requiert des moyens et des fonds pour partager les ressources. On s'engagerait alors, sans le dire, vers la concurrence fiscale, sociale et environnementale entre les Etats et les territoires. Or, les socialistes doivent appeler de leurs vœux la réalisation de politiques – même embryonnaires – de redistribution communautaire.

C'est pourquoi nous voulons que l'Union ait une capacité d'emprunt sur les marchés internationaux pour financer des grands travaux d'intérêt général européen. On établit donc clairement le lien entre cette capacité d'emprunt et l'aide à la croissance économique et la lutte contre le chômage, dans le cadre des politiques de promotion de l'emploi.

Nous ne voulons pas reproduire l'épisode calamiteux de Galileo. Ce projet, qui vise à doter l'Union européenne d'un système équivalent à celui du GPS plus de dix

ans après l'entrée sur le marché de ce dernier, doit non seulement permettre d'assurer l'indépendance stratégique de l'Union, mais aussi de créer 100 000 à 150 000 et on estime sa rentabilité à 18 milliards d'euros. Il manquait plus de deux milliards d'euros pour passer au déploiement des 26 satellites restants et construire les stations au sol. Il existe des fonds communautaires pour la Politique agricole commune ou la reconversion des régions en déclin, mais rien n'était prévu pour un projet comme Galileo. Faute d'argent disponible dans le budget européen avant la fin 2007, le projet aurait été abandonné, suite à l'échec du recours à un partenariat public-privé. La commission des budgets du Parlement européen, réunie en conciliation avec la Commission européenne et le Conseil européen, était fermement décidée à trouver un financement communautaire pour Galileo en puisant dans les crédits non consommés de la PAC en 200, alors que l'ensemble des acteurs ne voulaient pas d'un financement communautaire, lui préférant des contributions nationales. Et ce, au nom de la logique du « juste retour ».

Au terme de plus de douze heures de négociation, le Parlement européen a fait entendre raison au Conseil. On a échappé de justesse au cataclysme tant redouté. La non-prise en compte d'enjeux cruciaux pour la communauté des Européens aurait pu avoir raison d'un des projets les plus importants de ces dix dernières années. Une catastrophe pour une Union en mal de signes visibles de succès : à côté de l'euro, Galileo devait être un symbole d'une puissance émergente.

Avec un budget limité, notre vision de l'Europe s'étiole et se rétrécit : un grand marché, à solidarité limitée.

Or, plusieurs grands chantiers d'intérêt général attendent l'Union, comme la recherche ou le financement de la stratégie de croissance définie à Lisbonne, fondée sur le développement d'une « économie de la connaissance » et qui implique des investissements importants en faveur de la formation et d'infrastructures publiques.

La proposition socialiste pour un budget européen responsable et tourné vers l'avenir porte donc sur une véritable politique de relance. La comparaison du projet de croissance européen avec la conjoncture économique américaine est très parlante. L'augmentation impressionnante de la productivité aux États-Unis est le résultat d'une réduction systématique du nombre d'emplois, d'une extension du temps de travail et d'une augmentation des salaires inférieure à celle de la productivité, ce qui permet un transfert net de la rente des salaires vers l'investissement.

L'union européenne, en revanche, dans son projet économique et budgétaire, incarne les valeurs fondamentales communes des Européens : la recherche

d'un plein emploi de qualité, de justice sociale au sein de l'Union et dans ses Etats membres, ou encore l'affirmation d'une protection environnementale optimale.

Enfin, l'Union européenne, grâce à son budget, doit se doter d'une véritable protection contre les risques nouveaux liés à la mondialisation. Alors que les Etats agissent de manière isolée, seule l'Union possède la taille critique pour apporter une contribution décisive à la régulation de l'économie-monde. Le processus est enclenché, puisque nous avons voté en 2006 la création d'un nouveau Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM), destiné à apporter une aide ciblée à la réinsertion professionnelle des travailleurs ayant perdu leur emploi par suite de modifications majeures de la structure du commerce mondial. Sa période d'application est liée au cadre financier pour la période courant de janvier 2007 à

décembre 2013, mais le montant annuel maximum alloué au Fonds ne peut pas excéder 500 millions d'euros, ce qui reste trop faible au regard des besoins criants en matière de réintégration sur le marché du travail.

Pour conclure, on aura compris que le budget de l'Union doit permettre de changer d'amener l'Europe à reprendre la « route de Lisbonne » : amorcer et maintenir un cycle appréciable de croissance durable et d'investissement élevé. Les politiques macro-économiques européennes devraient s'assurer que la reprise en cours se poursuit, et devraient tout entreprendre pour amener l'Europe à être son propre moteur de croissance, grâce à une politique budgétaire forte et cohérente. □

TRIBUNE de Maxime des Gayets et Nicolas Le Roux :: Congrès du PS : chronique annoncée d'un rendez-vous manqué

« Vous avez peur des électeurs, peur des camarades qui vous désigneront ou ne vous désigneront pas comme candidats, peur de l'opinion, peur de l'échec » - Léon Blum, 1946

Attendu impatiemment par les responsables socialistes, le prochain congrès du PS se tiendra finalement au lendemain des élections municipales.

Perçue comme une occasion de solder les comptes de la présidentielle passée, vécue comme une étape déterminante pour se placer pour la présidentielle suivante, cette échéance interne s'annonce pourtant déjà comme un rendez-vous manqué.

Car la crise que traverse le parti socialiste ne se règlera ni par l'affirmation d'un leadership ni par la clarification hypothétique et provisoire d'une ligne politique.

Refondé en 1971 au congrès d'Épinay, accédant pour la première fois aux responsabilités en 1981, le PS n'hésita pas à modifier son organisation, sa sociologie comme ses alliances, pour s'assurer l'exercice du pouvoir.

Mais depuis lors, les questionnements sur le rôle d'un parti politique, sur son ancrage social comme sur sa stratégie électorale ont été désertés par une direction encaustiquée dans le confort d'un parti de gouvernement et recroquevillée dans l'illusion de l'alternance automatique.

Ouvrons les yeux : si le PS est tombé à la renverse,

c'est qu'il est devenu aveugle. Ce grand malade, qui avait à l'origine modelé son fonctionnement sur les institutions de la Cinquième république, n'a pas été capable de tirer les conclusions d'une triple évolution.

Le premier impair est de nature institutionnelle. Précédemment les impacts de la décentralisation avaient été parfaitement digérés par un appareil partisan, dopé par les expériences de socialisme municipal. A contrario l'inversion du calendrier électoral n'a pas, elle, été perçue à sa juste mesure. Dans un régime désormais présidentiel, la gauche ne peut plus s'en tenir à la constitution fébrile d'un groupe parlementaire dont la puissance d'action, de réaction et de réflexion a par ailleurs montré ses fragiles depuis plus de dix ans. Son fonctionnement, son agenda comme ses coalitions doivent désormais tenir compte de ce changement d'époque.

Pas plus que pour cette mutation du système institutionnel, les socialistes n'ont su voir l'émergence d'un « nouvel âge du militantisme ». C'est leur deuxième erreur. Pour de multiples raisons, le rapport des citoyens à la politique n'est plus le même. Qu'on le regrette ou qu'on s'en félicite, le temps des organisations pyramidales, héritées de la geste léniniste, est révolu. Le militant entretient un rapport individualisé à sa structure d'appartenance, ses rythmes d'implication lui sont propres, sa liberté propre d'action a

La lettre

a pris le pas sur la soumission raisonnée à la règle majoritaire. Pourtant, le PS continue de proposer le même répertoire d'action et d'implication aux nouveaux militants, maintient des modes de désignation qui n'ont d'autre objectif que de reproduire des élites dirigeantes cooptées, accélérant par là même la démission de ses troupes et, partant, la désertion de ses électeurs.

Enfin, l'aveuglement des socialistes les a poussés à ignorer jusqu'aux changements sociaux. Troisième égarement. Alors que les liens traditionnels que le PS entretenait avec le mouvement social et associatif se sont progressivement asséchés, aucune réflexion n'a été engagée dans le parti pour lui garantir un nouvel ancrage dans la société. Suspendu en l'air, flottant dans les nimbos d'un corpus idéologique volontiers fourre-tout, le PS s'est concentré sur sa seule vocation électoraliste au détriment d'une articulation, pourtant vitale, avec les forces sociales. Tant et si bien qu'il devient bien difficile de savoir de qui et de quoi le parti est devenu le vecteur des aspirations. La structure partisane, originellement creuset de l'unification de la théorie et de la pratique, vé-

hicule de la pensée sociale et acteur de l'éducation populaire, s'est changée en triste machine à gagner ou à perdre selon les saisons, en entreprise marketing à l'affût du moindre soubresaut soufflé par des sondeurs, nouveaux apprentis sorciers de la chose publique. Par leurs grâces, le changement social est devenu un vulgaire slogan, l'Etat providence un simple souvenir, l'émancipation des masses laborieuses une grossièreté malvenue.

Le congrès qui s'annonce ne doit donc pas se tromper d'enjeu. Avant de régler les controverses idéologiques internes certes nombreuses, avant d'assumer le choc égotique des ambitions, le PS doit d'abord prendre le temps de s'interroger sur lui-même. Pour assumer des confrontations internes comme pour déterminer un leadership, il faut déterminer un cadre. C'est lui qu'il nous faut, avant toute chose, refonder en laissant de côté les craintes des uns, les attermoiements des autres et les tentations bien humaines de tous, d'exister seul, avant de penser ensemble.



Chaque semaine, de nouveaux abonnés,

faites connaître autour de vous, rejoignez-nous, exprimez-vous, Contactez-nous :

Par mail : lettre@socialisme-et-democratie.net

Par téléphone : 01 40 63 68 48 (Damien ou Karine)

CETTE LETTRE EST AUSSI LA VÔTRE, LISEZ-LA, DIFFUSEZ-LA, PARLEZ-EN, CONTRIBUEZ-Y

Nom prénom

Adresse

Téléphone mail

Abonnement 15 euro soutien 30 euro